

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 21 décembre 2020
Régulièrement convoqué le 14 décembre 2020

Le 21 décembre 2020 à dix-huit heures trente,

Le Conseil Municipal s'est réuni au Palais des Congrès Charles Aznavour sous la présidence de M. Julien CORNILLET.

Présents (es) : Mme Marie-Christine MAGNANON, M. Éric PHÉLIPPEAU, Mme Ghislaine SAVIN, M. Karim OUMEDDOUR, M. Jean-Michel GUALLAR, Mme Emeline MEHUKAJ, M. Cyril MANIN, Mme Fabienne MENOVAR, Mme Sylvie VERCHÈRE : Adjoints au Maire. Mme Danièle JALAT, M. Norbert GRAVES, Mme Anne BELLE, M. Jacques ROCCI, M. Philippe LHOTTELLIER, Mme Catherine MATSAERT, M. Vincent PERROUX, M. Julien DECORTE, M. Laurent CHAUVEAU, Mme Pauline CABANE, Mme Chloé PALAYRET-CARILLION, M. Dorian PLUMEL, Mme Demet YEDILI, M. Jean-Frédéric FABERT, M. Christophe ROISSAC, Mme Aurore DESRAYAUD, M. Karim BENSID-AHMED, Mme Cécile GILLET, M. Laurent MILAZZO, Mme Catherine AUTAJON, M. Laurent LANFRAY, Mme Patricia BRUNEL-MAILLET (arrivée à la 1.00)

Pouvoirs : Mme Sandrine MAGNETTE (pouvoir Mme Pauline CABANE), M. Chérif HEROUM (pouvoir M. Jacques ROCCI), Mme Florence VINENT (pouvoir Mme Catherine MATSAERT), Mme Vanessa VIAU (pouvoir M. Cyril MANIN), M. Jérôme BEAUTHÉAC (pouvoir M. Karim OUMEDDOUR), M. Nicolas DELOLY (pouvoir M. Julien CORNILLET), Mme Françoise CAPMAL (pouvoir M. Laurent LANFRAY)

Secrétaire de Séance : Mme Demet YEDILI

1.06 - DÉVELOPPEMENT DU SERVICE CIVIQUE AU SEIN DE LA VILLE DE MONTÉLIMAR

Madame Ghislaine SAVIN, Adjointe au Maire, Rapporteur, expose à l'assemblée :

Le Service Civique représente la rencontre entre un projet relevant de l'intérêt général porté par la ville de Montélimar, et un projet personnel d'engagement volontaire. Ce dispositif est par là-même un véritable outil au service de la jeunesse du territoire, favorisant le ciment social, les expériences de vie collective, le rapprochement des citoyens. Mais il contribue également aux politiques publiques : lien social dans les quartiers, solidarités intergénérationnelles, accès à la culture, lutte contre la fracture numérique, protection de l'environnement...

Depuis 2011, à travers le Service Civique, la ville de Montélimar a développé des stratégies territoriales innovantes, reconnues au niveau départemental et régional. Au regard des résultats obtenus et des opportunités à venir, le renouvellement de l'agrément de Service Civique de la collectivité, devant intervenir en 2021, permettra la majoration du nombre de missions proposées à dix (10).

De nouveaux projets citoyens seront ainsi menés au sein :

- des centres sociaux de Nocaze et Pracomtal ;
- du Centre Communal d'Action Sociale ;
- du Service de la Retraite Active et des Aînés ;
- du Centre Municipal de Santé ;
- du Service des Espaces Verts et Sportifs ;
- du Musée de la Ville.

En poursuivant leurs missions de soutien direct à la population, principalement des activités de pédagogie, d'écoute essentiellement réalisées sur le terrain, à la rencontre de la population et au cœur des politiques publiques. Lesdites missions seront bien sûr adaptées, en temps réel, à l'évolution de la situation sanitaire du territoire.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121-29,

Vu la loi du 10 mars 2010 n°2010-241 relative au Service Civique, modifiée le 1^{er} juillet 2010 et mise en œuvre par le décret d'application du 12 mai 2010 n°2010-485 relatif au Service Civique,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré, **À L'UNANIMITÉ DES VOTES DES MEMBRES PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

DÉCIDE :

- **D'APPROUVER** l'opportunité pour la ville de Montélimar de renforcer sa participation au dispositif du Service Civique, pour une durée de trois (3) ans renouvelable,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à engager périodiquement les procédures de renouvellement d'agrément et d'avenant auprès de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale,
- **DE CHARGER** Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération, qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus,

Ont signé les membres présents,

Suivent les signatures.

POUR EXPEDITION CONFORME

Fait en Mairie, le 22 décembre 2020

Pour le Maire, par délégation
L'Adjointe au Maire

Ghislaine SAVIN

